

Unité départementale des Bouches du Rhône  
Pôle d'activités Aix-en-Provence  
30 rue Albert Einstein  
Bâtiment G - CS 90448  
13592 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 3

Aix-en-Provence le 23/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MAT'ILD**

chemin de Payannet  
13 120 Gardanne

Code AIOT : 0006404617 (Référence à rappeler dans toute correspondance)  
Référence : D-0019-AIX-2024

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2023 dans l'établissement MAT'ILD implanté chemin de Payannet 13120 Gardanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAT'ILD
- chemin de Payannet 13120 Gardanne
- Code AIOT : 0006404617
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MAT'ILD exploite à Gardanne une installation de tri, transit et traitement de déchets non dangereux soumise à autorisation. Les déchets entrants sont issus des chantiers de construction et démolition du BTP, des déchetteries et des activités économiques. Les déchets arrivant en mélange y sont triés avant d'être envoyés vers les filières de valorisation.

Au titre ICPE, elle a été autorisée par arrêté préfectoral du 13 février 2007 délivré à l'ancien exploitant Benne Provence Assainissement (BPA). La société MAT'ILD a repris ce site en avril 2019.

Un nouvel APC encadrant les modifications de l'installation a été délivré le 24 janvier 2022.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Bruit de l'exploitation sur son environnement (plainte juin 2023)
- Récolement arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/02/2023

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	VLE Bruit en limite de site	Arrêté Préfectoral du 13/02/2007, article 6.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	VLE Émergence	Arrêté Préfectoral du 13/02/2007, article 6.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Mesures périodiques échéance	Arrêté Préfectoral du 13/02/2007, article 9.2.7.1.1	Sans objet
4	Bassin d'eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 14/02/2023, article 1	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La campagne de mesure relative au bruit de l'installation, réalisée en juin 2023 par un bureau d'étude, a conclu à la persistance de certains dépassements des valeurs limites pour le bruit en limite du site et dans les zones à émergences réglementées. L'exploitant est mis en demeure de satisfaire aux valeurs limites imposées par son arrêté préfectoral sous 3 mois.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : VLE Bruit en limite de site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/02/2007, article 6.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures en limite de site
<b>Prescription contrôlée :</b> Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, sont de 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit.
<b>Constats :</b> Campagne de la mesure du bruit de l'installation sur l'environnement réalisé en juin 2020 par le bureau d'étude ITGA (Institut Technique Gaz et Air) : Les niveaux de bruit en limite de propriété (5 points de contrôle) <ul style="list-style-type: none"><li>• sont respectés en période diurne pour les points 1 et 4 (niveau mesuré inférieur à 70dB(A))</li><li>• <b>ne sont pas respectés en période diurne pour les points 2, 3 et 5 (niveau mesuré supérieur à 70dB(A))</b></li><li>• <b>ne sont pas respectés en période nocturne pour les 5 points contrôlés (niveau mesuré supérieur à 60dB(A))</b></li></ul> Campagne de la mesure du bruit de l'installation sur l'environnement réalisé par le bureau d'étude Véritas sur la période du 19/06/2023 au 21/06/2023. Les niveaux de bruit en limite de propriété (4 points de contrôle) <ul style="list-style-type: none"><li>• sont respectés en période diurne pour les 4 points (niveau mesuré inférieur à 70dB(A)) et sont respectés en période nocturne pour les points 1, 2 et 4 (niveau mesuré inférieur à 60dB(A))</li><li>• <b>n'est pas respecté au Sud du site pour le point 3, en période nocturne (niveau mesuré supérieur à 60dB(A))</b></li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : VLE Émergence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/02/2007, article 6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, émergence ZER
<b>Prescription contrôlée :</b> Les valeurs admissibles de l'émergence sont de 5 dB(A) en période diurne (de 7 à 22 heures) sauf dimanche et jours fériés et de 3 dB(A) en période nocturne (de 22 à 7 heures) ainsi que les dimanches et jours fériés.
<b>Constats :</b> Campagne de la mesure du bruit de l'installation sur l'environnement réalisé en juin 2020 par le bureau d'étude ITGA (Institut Technique Gaz et Air) : Niveaux d'émergence (3 points de contrôle) <b>de 3 dB(A) en période nocturne n'est pas respectée pour les 3 points contrôlés.</b> <b>de 5dB(A) en période diurne n'est pas respectée pour la ZER 3</b> de 5 dB(A) en période diurne est respectée pour les ZER 1 et 2  Campagne de la mesure du bruit de l'installation sur l'environnement réalisé par le bureau d'étude Véritas sur la période du 19/06/2023 au 21/06/2023. Les niveaux d'émergence (4 points de contrôle) <b>de 3 dB(A) en période nocturne n'est pas respectée les ZER 1, 3 et 4</b> de 3 dB(A) en période nocturne est respectée la ZER 2 <b>de 5dB(A) en période diurne n'est pas respectée pour les ZER 1, 3 et 4</b> de 5dB(A) en période diurne est respectée pour la ZER 2
<b>Observations :</b> Un contrôle inopiné relatif au bruit sera mandaté par l'inspection des installations classées au 1 <sup>er</sup> semestre afin de confirmer le respect de valeurs limites.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Mesures périodiques échéance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/02/2007, article 9.2.7.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Echéance tous les 3 ans
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de trois mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera préalablement transmis à l'inspection des installations classées.            Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.</p>
<p><b>Constats :</b>            Une première campagne de la mesure du bruit de l'installation sur l'environnement a été réalisée en juin 2020 par le bureau d'étude ITGA (Institut Technique Gaz et Air).            Durant cette campagne les mesures ont été entreprises par rapport à l'emprise de l'installation définie par l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement : AP n°36-2005A du 13 février 2007 (3 Zones à émergences réglementées et 5 mesures en limite du site).            Une deuxième campagne de la mesure du bruit de l'installation sur l'environnement a été réalisée par le bureau d'étude Véritas sur la période du 19/06/2023 au 21/06/2023.            Durant cette campagne les mesures ont été entreprises par rapport à l'emprise de l'installation définie à l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-364PC du 24 janvier 2022 (4 Zones à émergences réglementées et 4 mesures en limite du site).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Bassin d'eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 14/02/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Acheminement des eaux pluviales
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            respecter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire N° 2021-364 PC du 24 janvier 2022 en réalisant l'étanchéité des deux bassins dans un délai de trois (3) mois à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure du 24/02/2023.</p>
<p><b>Constats :</b>            Afin de respecter l'article 1 de son arrêté de mise en demeure en date du 14/02/2023, et de facto l'article 5 de son APC actuel du 24/01/2022, l'exploitant a déposé en préfecture au mois de mars 2023 un PAC afin de répondre sur la modification envisagée pour se conformer à la réglementation en vigueur, soit rénover le bassin déjà existant au sud-ouest du site, tel que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le rendre étanche ;</li> <li>• augmenter son volume utile de confinement en passant de 290 m3 à 450 m3 ;</li> <li>• changer le séparateur à hydrocarbure afin de pouvoir traiter le volume d'eau supplémentaire.</li> </ul> <p>Pour rappel, ce bassin est par défaut isolé du milieu extérieur. Le rejet de ses effluents vers le milieu naturel est assuré par une pompe de relevage, qui n'est activée qu'après analyses conformes des eaux présentes.</p> <p>Le jour de l'inspection, il est constaté visuellement la bonne rénovation du bassin et l'implantation du nouveau séparateur (photo annexe).</p> <p>Ces évolutions seront intégrées dans un arrêté préfectoral complémentaire lors de la prochaine mise à jour PAC de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

Annexe : Bassin des eaux pluviales récupérant les eaux des deux plateformes (haute et basse).

